

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2685>



Quatre questions à Jean-François Claudon : Paul Lévi, une figure révolutionnaire méconnue

- Histoire -
Date de mise en ligne : mardi 27 novembre 2018

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Jean-François Claudon, militant syndical du SNES-FSU, professeur d'histoire est coauteur d'une biographie récente du militant révolutionnaire allemand Paul Lévi. Ami et avocat de Rosa Luxemburg, dirigeant unitaire du Parti communiste allemand, ce militant trop méconnu méritait de sortir de l'ombre.

École Émancipée. Qui était Lévi ? Quels furent son parcours et son itinéraire politique ?

La mémoire militante a injustement oublié ce révolutionnaire, qui soutient pourtant la comparaison avec les « monstres sacrés » du mouvement ouvrier. Son parcours politique singulier résume presque à lui seul les espoirs, les drames et les désillusions de l'après-guerre. Lévi n'a pas fait moins que de jouer un rôle dirigeant dans tous les partis ouvriers allemands... dont il a parcouru le spectre dans les deux sens en moins de cinq ans !

En 1914, Lévi n'a déjà rien d'un second couteau. Le jeune avocat défend Rosa Luxemburg inculpée par la justice militaire pour ses propos contre la boucherie imminente et devient un cadre de la gauche pacifiste du SPD. Quelques semaines après la déclaration de guerre, Lévi, bouleversé par le ralliement du parti à l'Union sacrée, se ressaisit et cherche à en regrouper la gauche. Sans le savoir, il devient spartakiste. Mais, en 1916, un séjour de convalescence en Suisse fait également de lui un Bolchévik ! Par l'entremise du fantasque Karl Radek, il se rapproche en effet de la gauche internationaliste en exil et se lie d'amitié avec Lénine. Si Lévi se dit alors favorable à la création d'un parti regroupant uniquement les révolutionnaires, il accepte, par discipline, de rentrer dans le Parti social-démocrate indépendant (USPD), un mouvement de masse relativement informel qu'ont fondé au printemps 1917 les leaders de l'opposition exclue par la direction chauvine du SPD.

Rentré en Allemagne et libéré de ses obligations militaires, il contribue à reconstruire l'organisation spartakiste berlinoise décapitée par l'échec des grandes grèves de janvier 1918. Survient alors la Révolution de novembre. Lévi est le n° 3 de la Ligue spartakiste, juste derrière Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Quand, fin décembre, la Ligue décide de quitter l'USPD, qui a si longtemps Rosa Luxemburg Karl Liebknecht couvert les agissements des ministres « socialistes », il est désigné comme l'un des orateurs principaux du congrès. S'il échoue à faire adopter par la base - constituée de jeunes gens persuadés que le pouvoir est au bout du fusil - son rapport appelant les communistes à participer aux élections à l'Assemblée constituante, il est nommé à la direction du jeune Parti communiste (KPD).

Il en prend même la tête après la « semaine sanglante » de janvier 1919, lors de laquelle Rosa et Karl sont assassinés par la soldatesque pour le compte du gouvernement « socialiste ». Lévi parvient à retisser les liens entre noyaux militants dans la clandestinité. Cette lutte pour la survie du parti le persuade qu'il faut rompre avec l'aile gauchiste qui confond prise du pouvoir et vulgaires tentatives de putsch. Au congrès d Heidelberg, l'opposition est mise à la porte sans ménagement. Lévi, presque à son corps défendant, est le chef d'un parti convalescent, mais qui peut enfin se tourner vers les masses.

Lévi, membre de tous les partis de la gauche allemande, et ce dans les deux sens. C'est-à-dire ?

Le leadership de Lévi sur le KPD est de courte durée. Il accomplit pourtant une véritable prouesse en se rapprochant de l'USPD qui évolue nettement à gauche tout au long de l'année 1920. Pour Lévi, il faut gagner la gauche des Indépendants au communisme, en leur proposant systématiquement une unité d'action qu'il n'hésite pas à étendre aux « majoritaires » malgré la politique menée par la direction du SPD. Dans « Le gauchisme, la maladie infantile du communisme », Lénine dit tout le bien qu'il pense de cette tactique nouvelle. À Halle, fin 1920, la majorité de l'USPD vote pour l'adhésion à la III^e Internationale. La fusion du petit KPD avec l'imposante gauche indépendante est actée quelques semaines plus tard.

La position de Lévi, nommé co-président du parti unifié, n'en reste pas moins précaire. La gauche du KPD, exaltée par la constitution d'un parti de plusieurs centaines de milliers de membres, entend passer à l'offensive et commence à considérer Lévi, au mieux comme un temporisateur, au pire comme un « socialdémocrate ». Cette gauche en cours de cristallisation se lie avec Zinoviev et ses hommes au sein de l'Internationale communiste (IC) qui, depuis Moscou, jugent sévèrement la politique unitaire de Lévi. En février 1921, c'est la rupture. Des envoyé-es de l'Exécutif de l'IC arrachent à la direction du KPD un changement de cap. Avec ses partisan-nes, Lévi démissionne afin de retrouver sa liberté de parole et mener le combat à la base. Dans une brochure, il critique violemment l'orientation putschiste imposée par Moscou, qui mène au fiasco de « l'Action de Mars ». Il est exclu pour indiscipline et la sanction est confirmée par l'Exécutif.

Rapidement, le « lévisme » devient l'ennemi n° 1 du mouvement communiste. On interdit aux militant-es du KPD de discuter avec leurs anciens leaders. Même Lénine - qui disait en privé que Lévi avait perdu la tête, mais qu'au moins il en avait une à perdre, contrairement à ses détracteurs-trices - doit accepter le fait accompli. Lévi devient le premier pestiféré du mouvement communiste en formation. Avec Paul Lévi et Rosa Luxemburgson groupe, il rentre dans l'USPD maintenu, qui fusionne avec le SPD en 1922. À première vue, ce « retour au bercail » a tout d'une déchéance. Nous pensons au

contraire que jusqu'à sa mort, Lévi n'a cessé de lutter - dans des circonstances toujours nouvelles - pour le socialisme révolutionnaire, comme l'aurait fait Rosa Luxemburg si elle avait pu continuer le combat.

Quels étaient vos objectifs en vous lançant dans ce travail ?

Nous voulions montrer que Lévi a été exclu en 1921 parce qu'il avait eu raison trop tôt. Dès 1919, il avait perçu les premiers signes de l'affaiblissement de la montée révolutionnaire. La perspective de la prise du pouvoir par les armes s'éloignait chaque jour davantage. D'où la conviction chez Lévi qu'il fallait créer des partis communistes larges, liés organiquement aux masses par des cadres syndicaux éprouvés. D'où sa volonté de dépasser les scissions par l'application rigoureuse d'une orientation unitaire. Puisque la prise du pouvoir n'était plus une question de mois mais d'années, il convenait en effet de redonner confiance aux travailleurs en les unifiant dans la lutte commune sur des mots d'ordre concrets. Ces mots d'ordre transitoires culminaient avec la constitution d'un « gouvernement ouvrier », sorte de prologue à l'auto-organisation de la classe ouvrière contre la réaction et à sa prise du pouvoir.

Or, c'est cette « tactique du front unique » - que l'Internationale communiste allait finalement adopter après l'exclusion de Lévi - qui fut tout près de l'emporter quand la révolution frappa une nouvelle fois à la porte de l'Allemagne en 1923.

L'occupation de la Ruhr et l'hyper-inflation précipitèrent le pays au bord du gouffre. Quand on se rendit compte à Moscou qu'une situation révolutionnaire y mûrissait, les préparatifs de l'insurrection furent minutieusement élaborés. Le plan était simple : créer des gouvernements SPD-KPD dans les länder où c'était possible et organiser l'armement des ouvriers à partir de ces bastions avant de lancer l'assaut ultime.

Or, la gauche du SPD qu'il fallait impérativement convaincre était largement influencée par les idées de Lévi. Ce dernier mena résolument campagne pour l'unité d'action avec ses anciens détracteurs-trices et proposa même un plan B, face au « tout ou rien » communiste. Si la gauche social-démocrate refusait d'appeler à la grève générale dans toute l'Allemagne, il était envisageable, selon Lévi, d'en appeler au gouvernement central SPD pour qu'il interdise les formations paramilitaires nationalistes. C'est seulement après son probable refus, prouvant aux travailleurs qu'ils ne devaient compter que sur eux-mêmes, que la perspective de la grève générale devenait crédible.

Brandler, le président du KPD qui venait d'entrer dans le gouvernement saxon conformément au plan de l'IC, mit ses propres hésitations de côté et força la main à la gauche sociale-démocrate... qui se

défaussa. L'insurrection fut ajournée sine die. La fenêtre de tir venait de se refermer. Lévi, absent tout en étant au centre des discussions, constitue à notre sens le chaînon manquant qui aurait pu permettre d'unifier le front prolétarien à l'heure décisive.

En quoi la figure de Lévi vous paraît-elle encore d'actualité ?

Il avait certainement aperçu le premier que les scissions organiques entre PS et PC ne sauraient déboucher rapidement sur l'écrasement du premier au profit du second, et que la classe ouvrière devrait, dans chaque pays et pour un temps, faire avec des partis imparfaits dont aucun n'était vraiment le « sien ». Il s'agissait là d'un constat radicalement nouveau à l'époque, mais qui encore reste aujourd'hui la donnée fondamentale du combat pour l'émancipation.

Propos recueillis par Julien Guerin